



Treizième session

Point 49

RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Rapport du Secrétaire général

1. Au cours de sessions précédentes, le Conseil a prié le Secrétaire général de lui faire rapport sur les organisations intergouvernementales suivantes :

a) Bureau central des cartes du monde au millionième

Par sa résolution 261 B (IX), le Conseil a prié le Secrétaire d'examiner la possibilité de "L'absorption du Bureau central des cartes du monde au millionième par l'Organisation des Nations Unies", ou de son intégration à ladite organisation, en tenant compte des décisions du Conseil touchant la coordination des services cartographiques. Le rapport du Secrétaire général sur cette organisation figure en annexe I au présent document.

b) Organisations interaméricaines

Par sa résolution 286 (X), le Conseil a, notamment, constaté avec satisfaction les progrès accomplis par l'Organisation des Etats américains pour intégrer et simplifier la structure du système interaméricain et pour développer les relations des organisations inter-américaines avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Il a en outre prié le Secrétaire général de fournir au Conseil, de concert avec le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, les renseignements complémentaires qu'il pourrait être opportun de lui donner à ce sujet. Le rapport établi par le Secrétaire général sur cette question figure en annexe II au présent document.

c) Comité permanent des congrès internationaux de médecine et de pharmacie militaires

Par sa résolution 333 B (XI) le Conseil a invité le Secrétaire général à lui faire rapport, pour sa treizième session, sur la possibilité

d'établir des relations plus étroites entre le Comité permanent et le Conseil pour la coordination des congrès internationaux des sciences médicales. Ce rapport figure en annexe III au présent document.

2. Par ses résolutions 233 A, B, D, E et F (XI), le Conseil a en outre prié les institutions spécialisées suivantes d'indiquer, dans des prochains rapports qu'elles adresseront au Conseil, les progrès accomplis dans les négociations qu'elles poursuivent en vue d'établir des relations officielles avec certaines organisations intergouvernementales ou de renforcer les relations existantes :

- a) L'UNESCO, en ce qui concerne l'Union internationale pour la protection des droits des auteurs sur leurs oeuvres littéraires et artistiques;
- b) L'OMS en ce qui concerne le Comité permanent des congrès internationaux de médecine et de pharmacie militaires;
- c) La FAO en ce qui concerne l'Office international des épizooties, l'Association internationale d'essais de semences, et la Commission internationale pour l'exploration scientifique de la mer Méditerranée.

3. L'édition de 1951 de la liste des organisations intergouvernementales dans les domaines économique et social, que le Conseil, par sa résolution 262 (IX), a demandé au Secrétaire général de lui fournir périodiquement, figure au document E/1999.

4. En ce qui concerne les divers groupes d'étude intergouvernementaux sur les produits de base, énumérés à la section VI de la liste des organisations intergouvernementales, il convient de signaler le rapport que le Secrétaire général présente au sujet du point de l'ordre du jour du Conseil relatif aux "procédures à suivre pour organiser des consultations intergouvernementales sur les problèmes posés par les produits de base" (E/). Ce rapport contient certaines observations sur la question du statut futur de ces groupes d'étude.

5. Par sa résolution 283 (X), le Conseil a prié les Etats Membres de faire rapport avant la fin du mois d'octobre 1951 sur les mesures qu'ils auront prises pour appliquer les recommandations du Conseil relatives aux questions économiques

et sociales. Le Secrétaire général émet l'avis que la session d'été de 1952 sera peut-être le moment qui conviendra le mieux pour que le Conseil examine l'application de ses recommandations concernant la liquidation, l'intégration ou la fusion de certaines organisations intergouvernementales.

RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Rapport du Secrétaire général

ANNEXE I

BUREAU CENTRAL DES CARTES DU MONDE AU MILLIONIÈME

A. INTRODUCTION

1. A sa neuvième session, le Conseil économique et social a examiné le Rapport du Secrétaire général sur les relations avec les organisations intergouvernementales (E/1318, E/1318/Add.1), rédigé conformément à la résolution 171 (VII) du Conseil. Le 27 août 1949, le Conseil a adopté au sujet du Bureau central des cartes du monde au millionième la résolution suivante (261 B (IX)):

"Le Conseil économique et social,

"Constatant qu'un certain nombre d'Etats se sont déclarés favorables à l'absorption du Bureau central des cartes du monde au millionième par l'Organisation des Nations Unies, ou à son intégration à ladite Organisation,

"Prie le Secrétaire général d'examiner la possibilité d'une telle absorption ou intégration en tenant compte des décisions du Conseil touchant la coordination des services cartographiques."

2. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général s'est mis en rapport avec le Bureau central. Le présent résumé sur l'activité et l'organisation de ce Bureau a été établi, en grande partie, d'après les renseignements communiqués par son Président.¹⁾

1) La communication du Bureau central est jointe à la présente Annexe.

B. FONCTIONS ET ORGANISATION DU BUREAU CENTRAL DES CARTES DU MONDE AU
MILLIONIÈME

3. Le Bureau a pour fonctions essentielles de maintenir la liaison entre les divers pays pour faciliter l'échange de renseignements et de les aider à coordonner la publication de cartes à l'échelle du 1 millionième, en utilisant les normes établies pour les notations, les signes conventionnels, les lignes de raccord de feuilles, etc. L'établissement proprement dit des cartes incombe aux Etats intéressés. Le Bureau publie des renseignements et donne suite aux demandes de documentation cartographique. Il n'a pas d'autres fonctions techniques ou administratives.

4. Les normes uniformes à employer pour l'établissement des cartes au millionième ont été élaborées et révisées à diverses conférences internationales. La dernière de ces conférences, qui s'est tenue en 1928 a confirmé le plupart des résolutions adoptées aux deux conférences précédentes (1909 et 1913). Les deux rapports sur l'état des travaux que le Bureau central a publiés pour 1938 et pour la période comprise entre 1939 et 1948 indiquent que divers gouvernements ont publié 360 feuilles de cartes au millionième. La table des feuilles correspondantes de la carte du monde au millionième, qui figure dans le catalogue des cartes en service publié en 1949 par l'Institut géographique national (France), montre que :

247 feuilles de cartes ont été publiées en édition définitive (conformément aux spécifications des résolutions adoptées en 1913);

134 feuilles de cartes avaient été publiées en édition provisoire jusqu'à 1940;

233 feuilles supplémentaires de cartes ont été publiées en édition provisoire entre 1940 et 1945.

D'après les statistiques fournies par l'Institut géographique national, le nombre total des feuilles de cartes éditées est plus grand que le chiffre indiqué dans les rapports du Bureau central. Même si l'on admet le chiffre fourni par l'Institut géographique, il faut encore 200 feuilles de cartes au moins pour compléter la cartographie des cinq continents et des îles importantes. Il convient également de faire remarquer qu'un grand nombre des cartes publiées ne sont plus à jour et ont besoin d'être révisées.

5. Suivant les renseignements reçus, sur les 39 pays adhérents, 18 ont été en rapport avec le Bureau à savoir l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Eire, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, l'Indochine, la Grèce, l'Inde, l'Italie, la Norvège, le Pakistan, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suisse et la Thaïlande. Depuis 1939, le Bureau n'a reçu aucun renseignement des 21 autres pays adhérents.

6. Le personnel du Bureau central se compose de trois personnes, dont aucune n'est employée à titre permanent. Le Directeur général des services cartographiques du Gouvernement britannique est Président du Bureau depuis sa création. Il prélève sur son personnel un secrétaire et un employé pour assurer, à temps partiel, le Service du Bureau.

7. Le fonctionnement du Bureau central est assuré par une cotisation annuelle de 10 livres sterling par Etat membre. Au cours des dernières années, les cotisations ont été versées irrégulièrement et par un petit nombre seulement d'adhérents.

8. La documentation technique rassemblée par le Bureau consiste en cartes et en rapports provenant de divers pays. La plus grande partie de cette documentation a été détruite pendant la Deuxième guerre mondiale et il sera nécessaire de reconstituer la collection technique en y ajoutant des documents mis à jour.

C. ACTIVITE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LE DOMAINE DE LA CARTOGRAPHIE

9. En février 1948, le Conseil économique et social a adopté la résolution 131 (VI), aux termes de laquelle il a invité les Etats Membres à encourager l'exécution exacte de levés et de cartes de leurs territoires nationaux et recommandé au Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour secourir les efforts faits dans ce sens en favorisant l'échange de renseignements techniques et par d'autres moyens, notamment l'élaboration de normes internationales uniformes. En outre, par sa résolution 261 A (IX), le Conseil a chargé le Secrétaire général de se concerter avec les gouvernements pour organiser des réunions régionales consacrées à la cartographie et groupant les représentants des gouvernements, de créer un Bureau de cartographie des Nations Unies qui servirait de centre d'information international, de constituer un groupe de consultants composé d'experts dans les divers domaines de la cartographie et à chacun desquels le Bureau de cartographie pourrait demander des avis sur des questions particulières, et de publier des bulletins périodiques de cartographie qui constitueraient un rapport sur l'activité déployée, les progrès accomplis et les plans élaborés dans ce domaine.

10. Lors de sa cinquième session, l'Assemblée générale a voté les crédits nécessaires à la création du Bureau de cartographie mentionné plus haut et un service a été organisé à cet effet dans le Département des questions sociales. Des consultations sont en cours avec les divers gouvernements au sujet de l'organisation de réunions régionales consacrées à la cartographie, et la plupart des réponses reçues jusqu'à présent sont favorables à la convocation de réunions de ce genre. Une liste provisoire pour la constitution d'un groupe de consultants a été établie conformément aux recommandations précises des gouvernements d'Etats Membres et d'Etats non membres. Le premier bulletin périodique de cartographie, intitulé "Cartographie internationale", paraîtra pendant l'été de 1951.

D. CONCLUSIONS

11. Pour s'acquitter de sa tâche, le Bureau de cartographie des Nations Unies devra se tenir en relations constantes et étroites avec les services officiels compétents des divers pays et avec les organisations nationales et internationales intéressées. L'organisation des réunions régionales relatives à la cartographie que le Conseil a prévues fournira au Bureau de cartographie l'occasion d'étudier périodiquement, avec les services officiels des divers pays, les questions de cartographie qui revêtent un caractère international. De plus, le programme de coordination des services cartographiques envisagé par le Conseil économique et social comprend notamment des mesures propres à faciliter la publication, à une cadence plus régulière que par le passé, de séries de cartes internationales. Si le Conseil le désire, le Bureau de cartographie des Nations Unies pourra, sans qu'il soit nécessaire d'inscrire des crédits supplémentaires au budget, se charger du travail de liaison et de coordination que le Bureau central a exécuté jusqu'à présent pour la carte au millionième.

12. Le Bureau central étant une organisation intergouvernementale indépendante, le transfert de ses fonctions à l'Organisation des Nations Unies devra être approuvé par ses Membres. Si le Conseil estime que ce transfert est souhaitable, il devra recommander aux gouvernements des Etats membres du Bureau central de prendre les mesures appropriées.

COMMUNICATION RECUE DU BUREAU CENTRAL DES CARTES DU MONDE AU MILLIONIÈME
(22 décembre 1949)

"Je vous remercie de votre lettre SOA 168/1/03/TLT, du 18 octobre, à laquelle je réponds en ma qualité de Président du Bureau central des cartes du monde au millionième.

"Si l'on veut poursuivre la publication des cartes du monde au millionième, et il semble que les nations intéressées aient avantage à ce qu'elle se poursuive, j'estime qu'il est indispensable que les fonctions du Bureau central des cartes du monde au millionième continuent à être exercées d'une manière ou d'une autre. Les cartes sont publiées par chaque pays; il faut donc un organisme central, ne fût-ce que pour transmettre les renseignements, donner suite aux demandes de documentation cartographique et prendre les mesures administratives d'ordre international qui peuvent être nécessaires de temps à autre.

"Si, après avoir examiné la question, vous estimez possible que le Bureau central soit absorbé ou intégré dans l'Organisation des Nations Unies, il sera sans doute nécessaire de consulter les gouvernements des Etats qui ont adhéré à la Convention et dont quelques-uns, si je ne me trompe, ne sont pas Membres de l'Organisation des Nations Unies, de façon à obtenir leur consentement au transfert des fonctions du Bureau central. Afin que ces gouvernements possèdent les éléments d'appréciation voulus pour prendre une décision et ne soient pas défavorablement disposés à l'égard de la proposition, je voudrais pouvoir leur donner des renseignements suffisants sur la façon dont le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies envisage d'exécuter, à l'avenir, les tâches du Bureau. Lorsque vous aurez pris une décision à ce sujet, veuillez avoir l'obligeance de m'exposer brièvement la manière dont l'Organisation des Nations Unies se propose de poursuivre les travaux du Bureau central. Il conviendrait également, je crois, que vous m'adressiez en temps utile une demande officielle de transfert des fonctions du Bureau central, pour que je puisse inviter les nations membres du Bureau central des cartes du monde au millionième à me donner leurs instructions formelles.

"A mon avis, la façon la plus pratique de transférer les fonctions du Bureau central à l'Organisation des Nations Unies serait qu'un représentant de l'Organisation vienne à notre Bureau, examine les archives, les documents et les avoirs, et indique ensuite ce qu'il désire voir transférer et comment il voudrait que se

fasse le transfert. Un de vos représentants en Europe pourrait peut-être agir en votre nom. Je ne pense pas que le transfert exige beaucoup de formalités ni qu'il demande un temps très long.

"Voici quelques renseignements en réponse aux questions que vous m'avez posées dans votre lettre :

"a) Le Bureau n'a à traiter directement avec aucune organisation internationale. Il traite directement avec les autorités compétentes désignées à cet effet par chacun des pays adhérents. Le rapport qui figure à l'appendice A* donne une liste détaillée des pays adhérents et des autorités compétentes, dont un grand nombre sont, naturellement, représentés dans divers organismes internationaux. La collaboration que le Bureau central fournit à ces autorités est celle d'un auxiliaire en vue de coordonner la publication, par les Etats membres, des cartes du monde au millionième.

"b) Le personnel du Bureau central, même dans les périodes d'activité maximum, s'est toujours composé de trois personnes, qui ne peuvent consacrer qu'une partie de leur temps aux travaux du Bureau. Le Directeur général des Services cartographiques (Ordnance Survey) a toujours été le Président du Bureau et il a désigné, dans son service, un fonctionnaire pour remplir les fonctions de secrétaire du Bureau et un employé de bureau pour tenir les écritures.

"c) La documentation technique dont le Bureau dispose actuellement comprend des exemplaires de feuilles de la carte du monde au millionième et quelques exemplaires de rapports du Bureau central et d'autres rapports sur les mêmes questions. L'appendice B donne la liste détaillée de ces documents.* La documentation qui a été détruite pendant la guerre comprenait des cartes du monde au millionième et des rapports, mais nous n'en connaissons pas le détail.

"d) La tâche du Bureau consiste à coordonner les travaux des divers services nationaux qui établissent les cartes; il est donc inutile que je réponde à votre question d). Néanmoins, vous trouverez à l'appendice C* les noms des présidents, secrétaires et employés du Bureau depuis qu'il a commencé à fonctionner, c'est-à-dire en 1913.

...."Je joins également, pour votre information, un résumé de l'historique de la carte du monde au millionième, de 1909 à 1949 (appendice D)."

* Les appendices A, B et C ne sont pas reproduits dans le présent document.

Appendice D

Historique de la carte du monde au millionième

Origines de la carte du monde

Le Comité de la carte du monde s'est réuni à Londres, en novembre 1909. Ses membres, désignés par leurs gouvernements respectifs, avaient reçu pour mission de sanctionner par écrit le système d'après lequel il convenait d'établir la carte du monde à l'échelle du millionième. Ils ont présenté un certain nombre de résolutions qui ont été publiées par le Service des fournitures et des publications de l'Administration britannique (His Majesty's Stationery Office) en février 1910, dans un document intitulé "Résolutions et résumés des débats du Comité de la carte du monde, novembre 1909".

Une deuxième Conférence internationale s'est tenue à Paris, en décembre 1913. Le compte rendu de ses débats a été publié en 1914 dans une brochure intitulée "Carte du monde au millionième, Comptes rendus des séances de la Deuxième Conférence internationale". Cette Conférence a examiné de nouveau les résolutions précédentes et élaboré une nouvelle série de résolutions spécifiant les notations uniformes, les signes conventionnels et les lignes de raccord de feuilles que toutes les nations devaient adopter pour l'établissement de la carte du monde.

Création et rôle du Bureau central

C'est cette Conférence de 1913 qui a approuvé la création du Bureau central dont la principale fonction était d'assurer la liaison entre les divers gouvernements pour l'échange de renseignements et de les aider à coordonner la publication des cartes selon un type uniforme.

Il convient de remarquer que le Bureau central n'a aucune fonction technique ni administrative.

Conférence de 1928

Une Conférence sur la carte du monde s'est réunie à Londres, en juillet 1928, pour répondre aux questions relatives à la carte internationale que le Congrès géographique avait posées au Caire en 1925, et pour examiner toutes autres questions concernant les résolutions qui régissaient l'établissement de la carte. La Conférence a confirmé la plupart des résolutions adoptées en 1909 et en 1913. Les quelques modifications apportées visaient à donner une définition plus précise et plus claire ou à développer certaines résolutions pour les adapter aux besoins de notre temps.

Le rapport complet de la Commission figure dans le rapport de 1928 du Bureau central.

Période 1928 - 1948

Les résolutions concernant l'établissement de la carte n'ont subi aucune autre modification; il est grand temps de les adapter aux nouveaux besoins de notre époque.

Congrès géographique international (Lisbonne, 1949)

Le Congrès géographique international qui s'est tenu à Lisbonne en 1949 a adopté une résolution proposant d'établir une carte de la population du monde à l'échelle du millionième. Dans une deuxième résolution, il a appuyé la proposition que la carte du monde au millionième soit révisée en même temps que l'on établirait d'autres cartes à la même échelle, en soulignant la nécessité d'établir une carte de base à l'échelle du millionième destinée à recevoir diverses surimpressions géographiques, telles que l'écologie des populations et des végétaux. Ultérieurement, à l'Assemblée générale de l'Union, une nouvelle commission a été constituée pour effectuer cette révision.

Le rapport de cette Commission devra comprendre des résolutions visant :

- a) A éviter, si possible, les doubles emplois avec d'autres cartes au millionième, telles que les cartes aéronautiques internationales établies par l'OACI.
- b) A adopter pour la carte du monde au millionième une présentation qui permette d'établir des cartes de base destinées à recevoir des surcharges géographiques en plusieurs couleurs.
- c) A réorganiser le Bureau central de façon à assurer sa liaison étroite avec l'Organisation des Nations Unies en matière de cartographie.

Travaux du Bureau central

Pendant la guerre 1914-1918, certains pays qui n'étaient pas touchés par la guerre ont continué à travailler à l'établissement de la carte au millionième, mais on a constaté que, dans certains cas, ces travaux n'étaient pas strictement conformes aux normes prévues.

Dans un grand nombre de pays, ces travaux ont naturellement subi un arrêt. Jusqu'à la fin des hostilités, le Bureau central n'a guère eu connaissance de ce qui avait été fait pendant la guerre. En décembre 1919, il a adressé une lettre circulaire à tous les Etats intéressés, leur demandant de donner au Bureau central

des renseignements sur leurs travaux. Le Bureau a eu quelque peine à entrer en contact avec tous ces pays, et il a envoyé une nouvelle circulaire en octobre 1920. La dernière réponse lui est parvenue en mars 1921.

Comme les travaux ne faisaient que de commencer quand la guerre éclata en 1914, le premier rapport annuel n'a été publié qu'en 1921. Ce rapport reproduisait les résolutions de la Conférence de 1909, amendées par la Conférence de 1913.

A partir de ce moment-là, le Bureau a publié un rapport chaque année jusqu'en 1938. Le rapport de 1938 contenait un exposé du major Sanceau, alors secrétaire du Bureau central, sur l'état des travaux relatifs à la carte du monde.

Les locaux du Bureau central, à Southampton, et tout ce qu'ils contenaient, notamment la collection entière des cartes du monde au millionième, ont été détruits pendant la Deuxième guerre mondiale de 1939-1945.

Le Bureau central est maintenant situé dans les locaux des Services cartographiques (Ordnance Survey Office), Leatherhead Road, Chessington, Surrey.

Le Bureau central a publié, sur la période 1939-1948, un rapport très bref dans lequel le Président a demandé des renseignements pour mettre ses archives à jour; mais un certain nombre de pays n'ont pas encore répondu à sa demande.

Pour ce qui est de ses ressources, le Bureau n'a reçu qu'un très petit nombre de cotisations pendant la guerre 1914-1918; au 31 mars 1923, le montant des cotisations reçues n'était que de 173 livres sterling. Quelques pays seulement ont versé l'arriéré de leurs cotisations depuis 1914.

Jusqu'à l'ouverture des hostilités en 1939, le Bureau a envoyé régulièrement des lettres de rappel aux pays qui étaient en retard pour le paiement de leur cotisation mais, depuis 1939, il n'a fait aucune démarche à ce sujet. Jusqu'en 1928, le montant de la cotisation était de 160 francs, soit 6 livres sterling, mais, en 1928, il a été porté à 10 livres sterling ou à l'équivalent de cette somme. Par l'intermédiaire du Foreign Office, le Bureau a fait des démarches pour obtenir que les divers pays approuvent cette augmentation de la cotisation.

Les pays qui ont formellement adhéré aux projets de la carte du monde au millionième sont au nombre de 41 et, bien que beaucoup soient en retard dans le paiement de leur cotisation, aucun n'a démissionné.

L'adhésion au projet de la carte du monde consiste simplement, pour les Etats souverains adhérents, à accepter d'établir ou d'aider à établir une carte de leurs territoires à l'échelle du millionième sur un modèle particulier, dont les caractéristiques ont été spécifiées par les délégués des différents pays au cours de congrès réunis spécialement à cet effet, et communiquées dans des résolutions adoptées à ces congrès par tous les pays.

L'établissement de la carte ne s'effectue pas suivant un plan rigide. Les pays adhérents sont libres de décider s'ils doivent entreprendre l'établissement d'une carte et par quelle feuille il convient de commencer. Dans la pratique cependant, les pays font généralement connaître leurs intentions au Bureau, surtout lorsque les feuilles qu'ils se proposent d'établir doivent contenir des parties de territoires limitrophes. Dans ces cas-là, le Bureau demande aux pays limitrophes en question de fournir au pays qui doit établir la carte les renseignements nécessaires sous une forme appropriée.

RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Rapport du Secrétaire général

ANNEXE II

ORGANISMES INTERAMERICAINS SPECIALISES

1. Conformément à la résolution 262 P (IX) du Conseil économique et social, le Secrétaire général a engagé avec le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) des pourparlers au sujet du statut futur de douze organisations interaméricaines[♦], ainsi que de leurs relations possibles avec l'Organisation des Nations Unies ou avec les institutions spécialisées.
2. Le rapport que le Secrétaire général a présenté à ce sujet au Conseil économique et social, pour sa dixième session, figure dans le document E/1574/Annexe II, du 11 janvier 1950. Le Conseil a alors adopté la résolution 286 (X) par laquelle il a, notamment, "constaté avec satisfaction les progrès accomplis par l'Organisation des Etats américains pour intégrer et simplifier la structure du système interaméricain et pour développer les relations des organisations interaméricaines avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées". Par la même résolution, le Conseil a prié le Secrétaire général "de fournir au Conseil, de concert avec le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, les renseignements complémentaires qu'il pourrait être opportun de lui donner à ce sujet".
3. Après consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, le Secrétaire général a décidé d'insérer dans le présent rapport :
 - a) un exposé des progrès accomplis depuis janvier 1950;
 - b) un bref exposé du statut actuel des organisations interaméricaines.

[♦] A ces douze organisations, le Conseil, lors de sa onzième session, a ajouté la Commission interaméricaine des femmes.

a) Progrès accomplis depuis janvier 1950

4. En 1948, le Conseil de l'OEA a créé le Comité des organismes interaméricains en le chargeant de "faire un examen complet de la situation et des activités des organismes interaméricains existants ... et d'ouvrir un registre des organismes interaméricains spécialisés". Constitué d'abord en tant que comité spécial, cet organe a maintenant le statut d'un comité permanent du Conseil. Sur les treize organismes interaméricains mentionnés par le Conseil économique et social, le Comité a étudié le statut et l'activité de douze d'entre eux.

5. Le projet d'accord entre l'Institut aborigène interaméricain et le Conseil de l'OEA, aux termes duquel l'Institut serait inscrit au nombre des organismes interaméricains spécialisés, n'a pas encore été ratifié par l'Institut, parce que, sept Etats membres seulement, sur les 14 membres dont il se compose, l'ont approuvé jusqu'à présent.

6. L'Organisation sanitaire panaméricaine a été reconnue comme organisme interaméricain spécialisé et l'OEA lui a accordé le statut d'organisme régional de l'OMS.

7. Il a été déclaré officiellement que le Comité des chemins de fer panaméricains, qui est inactif depuis longtemps, a cessé d'exister; ses fonctions ont été attribuées à l'Association du Congrès panaméricain des chemins de fer, organisme semi-gouvernemental.

8. Par l'intermédiaire du représentant de Cuba, l'OEA consulte actuellement les membres de l'Office interaméricain de la radiodiffusion, au sujet du statut futur de cet organisme.

9. Il a été déclaré officiellement que la Commission panaméricaine de l'aéronautique, qui ne s'est jamais réunie, a cessé d'exister.

10. Le Conseil de l'OEA a reconnu la Commission interaméricaine des femmes comme organisme interaméricain spécialisé. Le projet d'accord relatif à cet organisme a été approuvé par l'Organisation des Etats américains et attend maintenant l'approbation officielle de la Commission.

11. L'Institut de la nutrition de l'Amérique centrale et de Panama n'a encore fait l'objet d'aucune étude de la part de l'OEA, parce que son caractère régional limité ne lui permet pas d'être classé parmi les organismes interaméricains spécialisés.

b) Exposé succinct du statut actuel des organisations interaméricaines

12. Le Conseil de l'OEA a décidé d'inscrire les organisations suivantes dans son "Registre des organismes interaméricains spécialisés" :

Institut interaméricain de sciences agricoles;

Institut panaméricain de géographie et d'histoire;

Institut international américain pour la protection de l'enfance;

Organisation sanitaire panaméricaine;

Commission interaméricaine des femmes.

13. Des négociations se poursuivent actuellement en vue d'octroyer le même statut à l'organisme suivant :

Institut aborigène interaméricain.

14. Les organismes suivants ont cessé d'être indépendants :

Comité juridique interaméricain (qui est devenu le Comité permanent du Conseil interaméricain des jurisconsultes);

Comité des chemins de fer panaméricains (dont les fonctions ont été transférées à l'Association du Congrès panaméricain des chemins de fer).

15. Le Conseil de l'OEA a déclaré que les organismes suivants ont cessé d'exister :

Bureau interaméricain des marques;

Bureau central panaméricain d'eugénique et d'hominiculture;

Commission panaméricaine de l'aéronautique.

16. Le Comité des organismes interaméricains n'a pas encore terminé son étude sur l'organisation suivante :

Office interaméricain de la radiodiffusion.

RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Rapport du Secrétaire général

ANNEXE III

COMITE PERMANENT DES CONGRES INTERNATIONAUX DE MEDECINE ET
DE PHARMACIE MILITAIRES

1. Par sa résolution 333 B (XI), le Conseil économique et social a invité le Secrétaire général à faire rapport au Conseil, pour sa treizième session, sur la possibilité d'établir des relations plus étroites entre le Comité permanent des congrès internationaux de médecine et de pharmacie militaires et le Conseil pour la coordination des congrès internationaux des sciences médicales (CCCISM).
2. Une notice sur le Comité permanent figure dans la liste des organisations intergouvernementales qui exercent leur activité dans les domaines économique et social (doc. E/1999). Les buts et fonctions du Conseil pour la coordination des congrès internationaux des sciences médicales ont également été exposés dans le rapport que le Secrétaire général a présenté à ce sujet au Conseil pour sa onzième session (E/1686, Annexe II).
3. Dans son rapport précédent, le Secrétaire général, conformément à la proposition du Directeur général de l'OMS, a recommandé "d'examiner la possibilité d'établir des relations plus étroites entre les organismes intéressés, par l'entremise du CCCISM, qui est placé sous les auspices de l'UNESCO et de l'OMS." Le Secrétaire général a ajouté à ce propos que le Comité permanent des congrès internationaux de médecine et de pharmacie militaires avait siégé à l'Assemblée générale constitutive qui a créé le CCCISM et qu'il pouvait être élu membre du Conseil. Depuis lors, le Comité permanent a ratifié le statut du CCCISM et est devenu membre de ce Conseil à dater du 31 octobre 1950.
4. Le CCCISM vient d'allouer au prochain Congrès international de médecine et de pharmacie militaires une subvention de 1.900 dollars destinée à couvrir une partie des dépenses du Congrès.

5. Par sa résolution 333 B (XI), le Conseil a également invité l'Organisation mondiale de la santé à faire rapport au Conseil, pour sa treizième session, sur les progrès accomplis dans l'établissement de relations officielles entre l'OMS et le Comité permanent. Le Directeur général de l'OMS a fait connaître au Secrétaire général que le Conseil exécutif de l'OMS a décidé de surseoir à l'examen de cette question jusqu'à la fin du prochain Congrès international de médecine et de pharmacie militaires qui doit se tenir à Vichy, du 23 au 25 juin 1951, car on espère qu'à ce moment-là le statut de cette organisation aura été précisé.
